

Contexte régional

La reprise normande en retrait du niveau national

Jean-François Eudeline, Insee Normandie

Avec 2 280 salariés de plus, l'emploi du secteur marchand non agricole progresse pour la première fois en Normandie après quatre années consécutives de baisse. Cette progression de 0,3 % est toutefois la plus faible des régions métropolitaines, et sensiblement en retrait de la moyenne nationale (+ 1,2 %, cf. tableau). En Normandie, la hausse est essentiellement portée par l'intérim qui progresse très vivement (+ 12,4 %), comme au niveau national (+ 12,0 %). Hors intérim, l'emploi continue de se contracter (- 0,3 %).

Des pertes d'emplois dans l'industrie et la construction

Les emplois industriels continuent de subir des pertes (- 1,0 % contre - 0,8 % au niveau national), un rythme toutefois moindre que l'année précédente (- 1,5 % en 2015). Dans l'industrie, seul le secteur de fabrication des matériels de transports, qui bénéficie de la hausse des immatriculations de véhicules, gagne des emplois (+ 1,0 %), après quatre années de repli. En revanche, l'industrie agroalimentaire, très présente en Normandie, perd 1,5 % de ses emplois, contrastant ainsi avec l'évolution positive au niveau national (+ 0,7 %).

Dans la construction, malgré les signes positifs de l'activité, l'emploi baisse fortement de 2,6 % en 2016, nettement plus qu'au niveau national (- 0,8 %). L'emploi du secteur marchand hors intérim progresse plus lentement qu'au niveau national (+ 0,4 % contre + 1,4 %). Il stagne dans le

commerce (- 0,1 %) et ralentit dans les services (+ 0,6 % après + 0,9 % en 2015).

Baisse du chômage des jeunes et de longue durée

Le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 9,9 % au 4^e trimestre 2016 (9,7 % au niveau national) et recule 0,3 point sur un an, une baisse légèrement plus marquée qu'au niveau national (- 0,2 point). Fin 2016, 288 500 demandeurs de catégories A, B ou C sont inscrits à Pôle emploi, en baisse de 0,8 % sur un an, pour la première fois depuis 2007. Le recul est plus important pour la seule catégorie A des demandeurs d'emploi sans aucune activité (- 4,2 %). Comme en France métropolitaine, ce sont les jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans qui bénéficient en premier lieu de cette baisse (- 6,5 % en catégorie A, B ou C). En revanche le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus reste en hausse en 2016 (+ 3,9 % en catégories A, B ou C). La situation des femmes évolue aussi plus défavorablement que celle des hommes. Le nombre de demandeurs d'emploi depuis plus d'un an est en repli de 2,4 %. La situation continue cependant de se dégrader pour les chômeurs de très longue durée.

En 2016, les créations d'entreprises augmentent de 4,7 %, avec 18 000 créations, une hausse légèrement inférieure à la France métropolitaine (+ 5,6 %). Les créations de sociétés reprennent de la vigueur (+ 10,2 %) et celles d'entreprises individuelles

continuent de croître (+ 10,0 %). Les immatriculations de micro-entrepreneurs, quant à elles, diminuent légèrement (- 3,6 %). Les secteurs de l'industrie (+ 10,6 %) et des services aux entreprises (+ 8 %) sont les plus dynamiques. En revanche, le nombre de créations d'entreprises de construction continue de diminuer (- 3,4 %). Les défaillances d'entreprises diminuent de 9,9 % en 2016, après cinq années de hausse.

De meilleures perspectives dans la construction

Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'autorisations de construire des logements augmente (+ 13 % après + 5 % en 2015), une tendance en phase avec l'évolution nationale. Les mises en chantiers, en baisse depuis 2011, se sont stabilisées en 2016. Ce regain de dynamisme s'observe aussi dans la promotion immobilière qui confirme l'embellie de 2015, avec des ventes qui augmentent de 29 %. Les surfaces de locaux autorisées sont en hausse de 23 % en 2016, ce qui laisse présager un rebond de l'activité en 2017.

Le secteur du transport de marchandises est affecté en 2016 par la baisse du trafic des hydrocarbures et de céréales. Ainsi, le trafic diminue dans les ports normands. Le transport de passagers se porte mieux et la fréquentation des aéroports normand est stable.

Le secteur agricole souffre en 2016 des aléas climatiques et des marchés saturés. La récolte de céréales est mauvaise en France et les prix restent bas. Cependant, 2016 est une bonne année pour les producteurs de porcs, de pommes de terre et de betteraves et la sortie de crise s'amorce au second semestre pour les producteurs de lait.

Les risques d'attentats et la météo maussade en début d'année ont pénalisé la fréquentation touristique de la région en 2016. Le nombre de nuitées baisse de 1,7 % sur un an. La situation s'améliore toutefois en fin d'année. Cette désaffection vient surtout de la clientèle étrangère (- 3,6 % en hôtel et - 11,9 % en camping). La clientèle française est en repli également dans les campings (- 4,5 %) mais augmente sa fréquentation des hôtels (+ 2,3 %), grâce notamment au tourisme d'affaires. ■

1 Tableau de bord de l'année 2016 en Normandie

	Normandie		France métropolitaine	
	2016	Évolution 2016/2015 (en %)	2016	Évolution 2016/2015 (en %)
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (*) au 4 ^e trimestre 2016	726 077	+ 0,3	16 175	+ 1,2
dont				
industrie	195 571	- 1,0	3 104	- 0,8
construction	70 157	- 2,6	1 306	- 0,8
tertiaire marchand	460 349	+ 1,3	11 765	+ 1,9
dont commerce	137 898	- 0,1	3 052	+ 0,7
dont intérim	40 551	+ 12,4	653	+ 12,0
Taux de chômage localisé au quatrième trimestre 2016 (p)	9,9%	- 0,3 pt	9,7%	- 0,2 pt
Demandeurs d'emploi de catégorie A (en milliers)	174,0	- 4,2	3 530	- 3,0
Créations d'entreprises (y-c micro-entreprises)	18 112	+ 4,7	538 338	+ 5,6
Logements commencés	13 900	- 0,7	364 600	+ 12,3
Logements autorisés	17 500	+ 13,0	437 800	+ 14,8
Tourisme – Nuitées en hôtels (en milliers)	7 582	+ 0,9	200 089	- 1,0
Tourisme – Nuitées en camping (en milliers)	3 108	- 7,6	112 166	- 0,6

* Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs (p) données provisoires

Source : Insee, Direccte, Pôle emploi, Dreal

Contexte national

L'économie française accélère à peine en 2016

Clément Bortoli, Division Synthèse conjoncturelle

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : + 3,0 % après + 3,1 % en 2015 et + 3,4 % en 2014.

L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie.

Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+ 1,7 % après + 2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+ 1,6 % après + 2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+ 1,8 % après + 2,2 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme : + 1,6 % après + 1,5 %.

Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement.

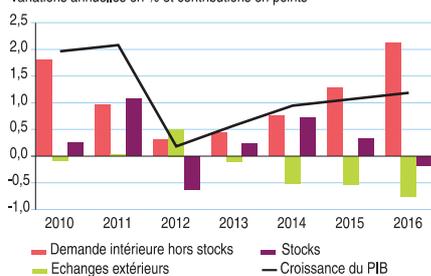
Les disparités de croissance demeurent : elle est plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à + 1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations émergentes et du ralentissement américain.

L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB progresse de 1,2 % en volume, après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*graphique 1*).

1 Le dynamisme de la demande intérieure est quasiment compensé par le commerce extérieur et le comportement de stockage des entreprises

Variations annuelles en % et contributions en points



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de + 2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre + 1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %).

Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour - 0,2 point à la croissance annuelle, après + 0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance

qu'en 2015 (- 0,8 point contre - 0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

L'emploi total accélère

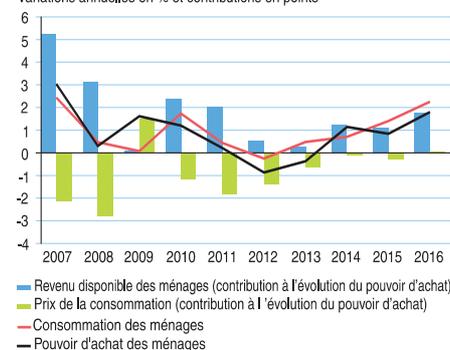
L'emploi total accélère : + 218 000 sur un an fin 2016, après + 118 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 193 000 après + 100 000) qui bénéficie de la légère accélération de l'activité marchande et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (- 0,1 % après + 0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+ 1,7 % après + 1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+ 1,8 % après + 0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007 (*graphique 2*). ■

2 Le regain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage

Variations annuelles en % et contributions en points



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010